

ABONNEMENT.

Saumur : Un an... 30 fr. Six mois... 16. Trois mois... 8. Poste : Un an... 35 fr. Six mois... 18. Trois mois... 10.

On s'abonne :

A SAUMUR, Chez tous les Libraires ; A PARIS, Chez MM. RICHARD et C^o, Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 20 c. Réclames... 30. Faits divers... 75.

RÉSERVES SONT FAITES :

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR, Chez tous les Libraires ; A PARIS, Chez MM. HAVAS-LAFFITE et C^o, Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

LES ÉCOLES PRUSSIENNES EN ALSACE.

Rien de plus systématique, de plus savant, de plus ingénieux que les procédés qu'emploie l'administration prussienne pour germaniser l'Alsace. Comme la génération actuelle est trop attachée à la France pour oublier jamais la patrie dont on l'a violemment séparée, les conquérants veulent gagner les générations futures en les élevant à leur guise. Ils font de l'enseignement obligatoire le plus puissant instrument d'oppression qu'on ait jamais imaginé.

Toutes les écoles privées sont assujetties à l'inspection des fonctionnaires.

Cette inspection aura pour objet de constater que les écoles sont dirigées par des maîtres examinés par l'État et d'après le plan d'études des écoles publiques.

Or, voici en quoi consiste surtout ce plan d'études : l'instruction doit être donnée en langue allemande, et il n'est pas permis de consacrer à l'enseignement du français plus de six heures par semaine.

Les chefs d'établissement doivent remettre à l'administration un tableau des leçons indiquant dans quelle langue elles sont données, la liste des élèves, la liste des maîtres. Toute absence sera constatée, et l'administration en sera informée. Enfin, si le directeur d'une école privée ne se soumet pas aux instructions qui lui seront données, il y aura lieu d'ordonner, à l'égard des élèves de cette école, la fréquentation obligatoire d'une école publique.

Ainsi aucune précaution n'est négligée. Nul père de famille ne peut soustraire ses enfants à l'enseignement germanique. La distinction entre les écoles publiques et les écoles privées n'est qu'une concession illusoire et hypocrite aux droits des parents, puisque l'assimilation est complète entre les unes et les autres. Le génie de l'inquisition espagnole semble inspirer les agents de M.

de Bismark, tant ils mettent d'art à se rendre maître de la jeunesse. On n'a jamais fait, pour changer la religion d'un peuple, autant d'efforts qu'en font les Prussiens pour changer la nationalité de l'Alsace. Les conquérants s'emparent de l'enfance pour lui imposer leur langue, et pour l'empêcher d'apprendre sérieusement la langue française.

Ce n'est pas seulement de la langue qu'il s'agit ; les maîtres seront obligés d'adopter les livres classiques choisis par l'administration. On enseignera à la génération nouvelle la haine et le mépris de la France, l'amour de l'empire germanique, le patriotisme prussien.

Tout instituteur qui refusera de se faire l'instrument de cette propagande, ou qui manquera de zèle dans l'accomplissement de cette tâche, se verra enlever ses élèves, qui seront livrés par l'autorité aux écoles officielles. Les parents n'ont plus aucun pouvoir sur leurs enfants : on ne leur permet pas de les confier à un maître de leur choix ; on ne leur permet pas d'intervenir dans la fixation des programmes ; tout est prévu, tout est réglé ; toute résistance est étouffée ; toute lutte devient impossible.

Rien n'est plus terrible que la barbarie, quand elle possède à son service les armes que fournit la civilisation ; nous en avons vu dans la dernière guerre un assez éclatant exemple. Les Prussiens se servent de l'instruction pour opprimer les âmes, comme ils se sont servis des découvertes de la science pour répandre la terreur et la dévastation. Tout leur est engin de guerre. On sait maintenant ce qu'ils voulaient dire, quand ils promettaient à l'Alsace le bienfait de l'enseignement obligatoire.

Ce prétendu bienfait est la plus pesante des chaînes. Les instituteurs allemands arrivent derrière les armées pour compléter la conquête ; les armées ont occupé le sol ; les instituteurs envahissent les âmes. On apprendra aux enfants une autre langue que celle de leurs pères ; un autre patriotisme que celui de leurs ancêtres ; c'est la division obligatoire des familles, l'invasion de la vie privée par la propagande légale.

Une chose nous console pourtant et nous rassure. Nos compatriotes d'Alsace aiment assez la France pour transmettre à leurs enfants, en dépit de toute cette savante oppression, l'héritage de leur foi et de leurs sentiments. Cet enseignement officiel échouera contre les leçons du foyer. Entre les exhortations d'un instituteur étranger et celles de son père et de sa mère, l'enfant n'hésitera pas. Il est possible que l'administration impériale parvienne à rendre plus générale la connaissance de la langue allemande, et plus rare la connaissance de la langue française ; mais ce changement d'idiôme ne changera pas les cœurs. C'est par d'autres moyens que nous avons gagné l'affection de l'Alsace, et ce n'est pas par des règlements scolaires qu'on effacera en peu d'années, dans les provinces annexées, notre œuvre deux ou trois fois séculaire.

RAOUL FRARY.

Chronique Politique.

La crise ministérielle que traverse la Bavière vient de s'aggraver subitement par la démission forcée de tous les membres du cabinet que présidait, depuis la mort de M. d'Oggöbergh, M. de Lutz dont les relations avec M. de Bismark ne sont un mystère pour personne. Le ministre de la guerre paraît devoir conserver son portefeuille dans la nouvelle combinaison.

Bien que nous ne soyons encore que très-imparfaitement renseignés sur l'incident qui semble avoir poussé la crise vers son dénouement, il n'est pas téméraire de supposer que cet incident n'est pas sans relation avec le refus du roi Louis II de se rendre à Berlin à l'occasion de l'entrevue des trois empereurs. Les démarches les plus pressantes ont été faites auprès de lui par son entourage afin de le décider à ce voyage ; les objurgations de sa mère, laquelle, on le sait, est une princesse prussienne, s'y seraient, dit-on, énergiquement associées. Mais, non-seulement le jeune roi est demeuré sourd à

ces conseils, non-seulement il est subitement retourné à son château de Berg afin de mettre une respectable distance entre ses conseillers et lui, mais encore, par ses ordres, le ministre de la guerre aurait, dit-on, refusé au général bavarois Von der Thann l'autorisation d'aller à Berlin.

Loin de blâmer cette conduite, le parti national bavarois l'a complètement approuvée, et le ministère a dû se retirer devant cette manifestation d'opinions et de sentiments si contraires aux siens.

Plusieurs journaux se plaisent à attacher à cet événement une grande importance. Nous sommes d'avis qu'il n'en faut point exagérer les conséquences. M. de Bismark fera bien d'en tenir compte ; mais il serait puéril d'y voir la source d'un conflit futur et prochain entre Munich et Berlin.

Les particularistes bavarois sont disposés, nous le savons, à combattre par tous les moyens l'influence prussienne. Mais, ils y mettent d'autant plus d'ardeur aujourd'hui qu'ils savent que l'indépendance de la patrie allemande n'est point menacée actuellement par l'étranger. Leur ardeur s'apaiserait, si elle devenait pour l'Allemagne une cause d'affaiblissement. Tel est aujourd'hui l'état de ce pays. Il peut, avec le temps, se modifier, revêtir une physionomie plus propice aux intérêts de la politique française ; mais, c'est à la condition que nous ne nous hâterons pas d'attacher trop de prix aux ferments de divisions qui ne manqueront pas de s'accroître en Allemagne et d'y voir trop vite un achèvement vers la réalisation de nos patriotiques espérances.

Le Telegraph publie la dépêche suivante, qu'il reçoit de son correspondant spécial :

« Paris, le 1^{er} septembre.

Il s'affirme que le prince de Galles visitera Paris dans le courant du présent mois. »

Le gouvernement français a donné l'ordre impératif d'arrêter don Carlos, que l'on suppose être caché sur la frontière française.

50

Feuilleton de l'Écho de l'Ouest.

LES

FAUCHEURS

DE LA MORT,

Par AL. DE LAMOTHE.

(Suite.)

CHAPITRE XI.

SVININ A ATRADA.

Sous la neige, pendant une nuit glacée, les Faucheurs de la Mort avaient bivouqué, sans feu, à la lisière de la forêt qui, de Lovix, s'étend jusqu'à Piotrkof.

Les lueurs de l'incendie allumé par les Russes, en parlant, leur annoncèrent que l'ennemi s'éloignait.

Ils reprirent leurs faux et entrèrent dans la ville.

Les Cosaques y avaient rétabli l'ordre.

Autour des cabanes de bois, à demi-carbonisées ou croulantes sous les flammes qui achevaient de les consumer, des femmes, des vieillards et des enfants pleuraient, en se tordant les mains.

Sur la neige ensanglantée, noircie de cendres et de décombres, et à demi-fondue par la chaleur, les Russes avaient, à dessein, vidé les provisions de grains et de farine ; dans les maisons que les flammes n'avaient pas encore atteintes, les meubles étaient brisés, les images souillées, les vêtements lacérés.

La justice moscovite avait passé par là.

Elle avait surtout passé dans l'église, où les saintes hosties avaient disparu, broyées sous le talon des profanateurs, dans le sang des victimes. Les cadavres y gisaient nombreux, raidis par le froid et la mort.

— Capitaine, dit un Goral, où faut-il enterrer nos frères ?

— Que ceux qui sont morts pour la défense de l'autel reposent au pied de l'autel, répondit Chusco.

Les faucheurs enlevèrent quelques dalles, creusèrent une fosse profonde et y déposèrent les restes des martyrs ; le pasteur avec le troupeau : puis, avec le tranchant d'une hache, ils tracèrent une croix sur les pierres, remises en leur place, et, s'agenouillant, ils prièrent.

— Frères, dit Chusco, en se relevant, le sang répandu ne se lave pas avec des larmes, laissons ceux qui ne peuvent pas porter les armes pleurer les victimes ; notre devoir à nous est de les venger. En avant donc, les faucheurs de la Pilika nous attendent dans les bois d'Atrada ; allons les rejoindre, et, s'il le faut, mourir aussi pour la Pologne !

Un cri formidable de : Dieu soit avec la Pologne ! retentit sous les voûtes de l'église dévastée. Les montagnards brandirent leurs faux et s'élançèrent sur les pas de leur chef.

A la sortie de la ville, une bande de dix jeunes hommes, échappés de Piotrkof, se joignirent à la vaillante troupe. Les armes conquises au combat de Lovix leur furent distribuées.

La boule de neige se faisait avalanche, en

roulant vers Vonchok.

Les Russes marchaient vers le même point, mais avec plus de lenteur, leur général ayant affaire à Atrada, où il se trouvait en ce moment.

A l'entrée de Svinin dans son salon, Kirposky s'était levé.

— Monsieur, dit-il au général, je suis fâché de n'avoir pas été prévenu plus tôt de votre visite....

— Et pris vos précautions, n'est-il pas vrai ? ricana le général, en se laissant tomber dans un fauteuil. Inutile, monsieur, inutile, je suis militaire et j'aime à surprendre mon monde.

— Vous devez être alors très-satisfait, monsieur, et je m'en félicite. Pourrais-je au moins connaître le but de votre visite ?

— Mais, certainement. Je sais, continua le général, avec son gros rire et en jetant un coup d'œil d'intelligence à Krapoulouf, que vous avez une très-nombreuse famille, et je suis très-désireux d'en faire la connaissance, car bien que je n'aie encore aperçu que mademoiselle, je ne doute pas que vos enfants

se, et qui serait prêt à se mettre de sa personne à la tête d'un nouveau mouvement insurrectionnel.

Le congrès des délégués de l'Association internationale des travailleurs s'est ouvert dimanche à La Haye. La première séance n'a été, à vrai dire, qu'une réunion préparatoire. La seconde, tenue hier, a été consacrée à la vérification des pouvoirs des délégués. C'est seulement aujourd'hui que la discussion des questions sociales doit être abordée. Nous nous proposons de la suivre de près et de l'examiner à loisir.

Parmi les délégués présents se trouvaient M. Karl Marx, secrétaire, au nom de la Russie et de l'Allemagne; M. Engels, pour l'Espagne et l'Italie; le général Wroblewski, pour la Pologne; M. Serailier, pour la France; M. Léo Frankel, pour l'Autriche et la Hongrie; M. Cournet, pour la Belgique; M. Mac-Donald, pour l'Irlande; M. Harcourt, pour l'Australie; M. West, pour le congrès de Philadelphie; M. Logre, pour la section allemande de l'Internationale d'Amérique; M. Sanza, pour la section de la colonie française; et M. Roche, pour le conseil général de Londres.

Le secrétaire général de l'Internationale d'Angleterre était aussi présent.

Le meeting de demain aura pour objet de recevoir les lettres de créance des divers délégués et de prendre des mesures générales d'ordre pour les séances du congrès, qui dureront toute la semaine et se termineront dans la soirée de dimanche.

La police semble être bien au courant des faits et gestes des délégués; elle savait leur arrivée à la gare du chemin de fer, et c'est elle qui les a conduits au quartier général de l'Internationale.

Si nous nous reportons à de récents articles des journaux étrangers dévoués à la cause de l'Internationale, nous sommes autorisés à croire que la division la plus profonde règne parmi les chefs réunis à La Haye. Nous devons souhaiter qu'elle s'accroisse, et que les débats qui auront lieu mettent en lumière le caractère funeste des doctrines qu'il s'agit de faire triompher.

Informations diverses.

Les attentats contre les militaires se multiplient de tous côtés, surtout dans les régions du Midi, où l'effervescence radicale se plie difficilement à la discipline de modération des politiques du parti. Nous n'avons pas besoin d'attirer sur ces faits la sollicitude de l'opinion et du gouvernement, et sans leur donner plus de portée qu'il ne convient, nous espérons qu'ils ne tarderont pas à faire l'objet de communications officielles et de répressions exemplaires.

Des insultes et des voies de fait déplorablement ont eu lieu de nouveau, le 2 septembre, à Narbonne, contre trois soldats qui étaient en faction. Des pierres ont été lancées du milieu d'un groupe qui pouvait être d'envi-

ron soixante personnes, et une grosse pierre frappant l'un des soldats en pleine poitrine, l'a renversé. On a dû le transporter à l'hospice. La force publique accourue a opéré une dizaine d'arrestations. Les auteurs de ces criminelles agressions seront poursuivis, et nul doute que l'autorité judiciaire n'exerce une sévère répression.

A Paris, ce n'est plus la nuit, mais en plein jour que ces attentats ont lieu; on le voit, il y a progrès!

Dans la journée de dimanche, deux affreux voyous, qui passaient sur le pont d'Iéna en même temps qu'un jeune artilleur, qui, bien entendu, ne s'occupait pas d'eux, se prirent tout-à-coup, sans propos, à insulter ce militaire par les mots les plus grossiers.

Après avoir supporté un instant ces attaques, l'artilleur, jugeant qu'il ne lui restait qu'un seul moyen pour se débarrasser de ces misérables, mit le sabre à la main.

Immédiatement un rassemblement se forma, des frères accoururent, il y en eut partout de cette vermine; bref, un mauvais parti allait être fait au brave soldat, lorsque, fort heureusement, deux autres militaires, deux cuirassiers voyant la situation de leur camarade, tirent leur latte du fourreau et, par un moulinet aussi habile que continu, dégagent la place et sauvent la situation. C'est égal, il était temps, car déjà les barbares criaient: A l'eau!

L'*American register* annonce le prochain mariage de M^{lle} Nathalie Dosne, nièce du Président de la République française, avec M. Jean Stuyvesant Cruyer, de New-York.

Le *Salut public*, le *Courrier de Lyon*, le *Télégraphe* et la *Décentralisation* sont remplis de récits d'outrages à l'armée et à des ecclésiastiques. Un nommé Chalaya, armurier à Saint-Etienne, après avoir frappé de trois coups de couteau un cavalier de la 4^e compagnie de remonte, a été arrêté dans un restaurant de Lyon. Quelquefois les grôlards trouvent à qui répondre. Exemple:

Deux individus insultent un prêtre sur la place Perrache. Mais un rural à la puissante carrure surgit tout-à-coup derrière ces braves et leur administre le sacrement de la confirmation de la façon laïque et obligatoire que comportait la circonstance. Les groléens, il est à peine besoin de l'ajouter, se replient en toute hâte.

On écrit de Marseille au *Messenger du Midi*:

M. Tardieu, député des Bouches-du-Rhône et conseiller général pour l'arrondissement d'Arles, a eu hier, je ne dirai pas une altercation, mais une explication fort vive avec notre nouveau préfet M. Limbourg.

Il y a eu du tapage à Arles le jour du tirage au sort.

Le sous-préfet s'est empressé de relater ces scènes de désordre dans un rapport à

M. Limbourg, lequel n'a pas hésité à prononcer la fermeture du café républicain.

Grand émoi parmi les démocrates arlésiens qui ont immédiatement protesté contre ce qu'ils appellent une injustice et un criant abus de pouvoir.

En sa qualité de conseiller général et de député radical, M. Tardieu a été saisi des plaintes des patriotes arlésiens.

Poussé par les frères et amis, il est allé trouver le préfet pour avoir une explication, M. Limbourg lui a patiemment exposé les motifs de l'interdit jeté sur le cercle ou café républicain. M. Tardieu a plaidé la cause des tapageurs et il a fini, dit-on, par obtenir la promesse d'une contre-enquête.

Tout le monde sait que la colonne de la Bastille est construite sur une voûte demi-circulaire, laquelle voûte est arc-boutée sur le tunnel qui part de la place de la Bastille, va jusqu'à la rue des Vinaigriers, et sous lequel passe le canal. Pendant la Commune, dans le but de faire sauter la colonne, on avait établi sur le canal des bateaux remplis de pétrole dont la flamme s'étendait sur une longueur d'une cinquantaine de mètres, sortait par l'entrée du tunnel, et s'élevait au moins de 45 mètres, venait rougir les pierres de la voûte.

On répare en ce moment ces dégâts. Les pierres du tunnel, tant l'incendie était fort, ont été rongées jusqu'à une épaisseur de quarante centimètres; et ce sont des pierres meulières et de grès. Celles de la voûte soutenant la colonne, laquelle voûte n'a que trois mètres d'épaisseur, ont été brûlées à un tel point qu'une couche de quarante centimètres de ces pierres tombait en poudre absolument calcinée. On a dû briser avec la pioche les pierres brûlées, qui seront remplacées par des meulières cimentées avec de la chaux romaine.

L'incendie n'a pas été la seule vengeance des communeux. Une chose que l'on ignore généralement, c'est que sous la colonne de la Bastille existent encore les souterrains de l'ancienne prison, qui a donné son nom à la place, lesquels souterrains se continuent sous le canal, c'est-à-dire à une énorme profondeur. On y pénètre par une petite porte, située à une centaine de mètres de l'ouverture du tunnel. Ces souterrains contenaient encore quelques tombeaux que les fédérés ont violés. Tout le monde est aujourd'hui à même de voir les éclats des tombeaux de pierre et les os de ceux qui y étaient renfermés disséminés de toutes parts.

Enfin, on reconstruit encore la galerie circulaire de pierre qui entoure le fût de la colonne et à l'intérieur de laquelle se trouvaient des vitraux d'un grand prix, qui ont été complètement brisés.

Nouvelles extérieures.

ROME.

On assure que le Pape a déclaré aux généraux des corporations religieuses que, dans

le cas de suppression, ils pourraient établir leurs maisons au Vatican.

L'*Opinion* assure qu'aucune circulaire relative à l'entrevue de Berlin n'a été envoyée ni en commun, ni séparément par les cabinets de Berlin, de Vienne et de Saint-Petersbourg. Seulement des explications verbales et officieuses ont été données aux puissances qui ont pu montrer quelque préoccupation de cette entrevue. Ces explications ont été des plus rassurantes.

M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, et M. Fournier, ministre de France auprès du roi d'Italie, doivent arriver demain à Rome.

Le bruit court à Bologne qu'on prépare dans cette ville un grand festival qui sera donné dans la soirée du 20 septembre prochain, pour fêter l'anniversaire de l'entrée des troupes italiennes à Rome.

ESPAGNE.

Un confrère de la presse ministérielle, dit le *Tiempo* du 31 août, nous donne les renseignements suivants sur l'affaire de l'attentat de la rue de l'Arenal:

Ce procès, qui est appelé à figurer parmi les causes célèbres, comprend un dossier de 976 feuillets.

L'instruction a donné également lieu à d'autres procédures ayant plus ou moins de ramifications avec l'attentat, par exemple les coups de feu tirés dans la rue de los Cuchilleros et le vol dans la maison de l'une des filles de Pastor, pendant que celui-ci était en prison.

Pastor fut arrêté rue de l'Arenal et reconnu comme l'un de ceux qui avaient fait feu sur le carrosse royal.

Botija fut arrêté le 19 chez lui; il s'y trouvait, depuis la veille, en compagnie de l'alcade du faubourg où il habitait.

Almendivar et Banero furent arrêtés dans le café de Platerias, où, selon leurs déclarations, ils ne sont pas entrés dans leur fuite.

Luis Alba fut arrêté chez lui; il paraît qu'il n'avait pas quitté sa demeure de toute la soirée de la veille.

Ducal fut également arrêté en son logis.

Ce ne fut que quelques jours après l'événement que le cocher Losada fut arrêté; mais il fut bientôt mis en liberté, faute de preuves contre lui.

L'instruction n'a rien révélé de précis sur la nature des coups de feu dirigés sur la voiture royale.

Il paraît que divers de ces prévenus se sont réunis, après l'attentat, dans la taverne de Pastor, et l'un des témoins a affirmé que les armes avaient été transportées en voiture au lieu de l'attentat.

Il ressort du dossier que l'attentat est un fait purement isolé n'ayant aucun rapport avec un plan politique quelconque, car parmi les prévenus on trouve des républicains et des conservateurs ou des gens étrangers à la politique.

ne soient tous ici.

— Je suppose qu'ils y sont en effet.

— C'est bien, faites-les appeler tous, entendez-vous, monsieur Karpousky, tous; j'en ai la liste et je n'aime pas à attendre.

Wladimir agita une sonnette.

Magnus entra.

— Dis à mes fils de passer au salon.

— Et vite, ajouta Svinin.

— Mes fils sont assez bien élevés pour ne pas me faire attendre, interrompit Kirposky.

— C'est ce que nous verrons, grogna Svinin, en cherchant dans son portefeuille la liste crasseuse que lui avait remise Krapoulof.

Après avoir galamment salué Marpha, qui ne répondit à cette politesse de mauvais genre que par un imperceptible mouvement de tête, le charmant colonel Liski, ganté de frais et un cristal enchâssé dans l'œil, examinait, en amateur, un petit tableau de genre.

La peinture, assez mauvaise du reste, était de César, et représentait une vache grise, buvant au bord de la Pilika.

Les Russes, encore plus que les Anglais, sont la providence des brocanteurs en renom. N'ayant pas d'artistes nationaux, ils se figurent qu'il est très comme il faut d'être grands connaisseurs et se forment, à prix d'or, des galeries uniquement composées de tableaux de grands maîtres, fabriqués par des rapins.

— Ce doit être un Pater, dit-il, en se penchant à l'oreille de Pillardo.

— J'aimerais mieux une image avec beaucoup d'or et des diamants incrustés autour, répondit le capitaine; le cadre de ceci ne vaut pas un triok-rouble (2 fr. 75), et quant à la toile, je crache dessus.

— Peut-être avez-vous tort; pour un amateur, cette toile vaut bien deux cents roubles argent.

A ce mot de deux cents roubles, Krapoulof dressa les oreilles et, tout en continuant de répondre aux questions de Svinin, jeta sur l'objet de l'admiration de Liski un regard de convoitise.

— Deux cents roubles! colonel, vous plaisantez, c'est grand comme la main et il

n'y a pas pour trois copeks de couleur. Ah! si vous me parliez, ajouta l'officier cosaque, du portrait du général, ah! cela, c'est différent, un uniforme vert, avec un collet rouge qui vous arrache les yeux, du bleu, du blanc, du jaune, en veux-tu en voilà, et de l'or véritable sur les boutons, sur la poignée du sabre et à l'aigle du casque. Ah! ça, le peintre n'y a rien ménagé.

— Peut-être en a-t-il trop mis, mon cher.

— Mais non, colonel, pas une aiguillette, pas un bouton de trop, juste l'uniforme du général. Et comme la figure ne ressemble pas plus à l'un qu'à l'autre, le portrait peut servir à tout le monde, il n'y aurait que le nom à changer au bas.

Le colonel sourit sans répondre.

Krapoulof était singulièrement inquiet; dans sa dernière visite il avait remarqué plusieurs objets fort riches, des images de prix, des candélabres d'argent massif, un superbe christ d'ivoire, qui devait avoir un bon prix, tout cela avait disparu.

— Qui sait? pensa-t-il, si l'argenterie

massive que l'on avait étalée sur la table n'a pas pris le même chemin.

Le pauvre homme en avait la fièvre.

N'y tenant plus, il se pencha vers Svinin et lui dit à l'oreille:

— Excellence, êtes-vous sûr d'être arrivé le premier ici?

— Que veux-tu dire? grogna la Haute Noblesse, étonnée de la question.

— Je veux dire qu'il y avait beaucoup d'objets précieux qui n'y sont plus. Voyez, la cheminée et les murs semblent avoir été tout récemment dégarnis.

Le général jeta autour de lui un regard effaré.

— C'est vrai, dit-il; qui diable aurait donc pu...

— Peut-être n'ont-ils fait que cacher leurs trésors...

(La suite au prochain numéro.)

Il paraît aussi qu'aucun des prévenus n'est affilié à l'Internationale et n'avait été l'objet de poursuites judiciaires, à l'exception de Luis Alba, qui, jugé pour fait de contrebande, avait été acquitté.

Il n'est pas certain qu'on ait constaté l'identité de l'individu dont le cadavre fut trouvé dans la rue de l'Arenal, car l'oncle de Martin, dont quelques journaux ont parlé, n'est certainement pas celui connu comme conducteur de vins de l'Arganda.

On nous écrit de Lisbonne, 29 août :

Aujourd'hui ont été ouvertes l'enquête et l'audition des témoins pour l'instruction du procès de la dernière conspiration. Cinq témoins ont été déjà entendus.

La *Politica* de Madrid ayant insinué que l'union ibérique est un projet très en faveur, le journal *da Noite*, de Lisbonne, répond qu'il n'existe pas de loi historique tendant à la réunion des deux peuples entièrement différents quant à la langue, la législation, les lettres et les coutumes. Si d'une telle combinaison dépend l'équilibre européen, l'Europe depuis sept siècles n'a pas cessé de vivre en dehors de l'équilibre, et elle n'en va pas plus mal. Il suffit que les liens de la fraternité existent entre les deux dynasties, et que les deux gouvernements de Portugal et d'Espagne entretiennent d'excellentes relations entre les deux pays. Insister pour l'union ibérique serait compromettre cet heureux résultat.

Des dépêches diplomatiques, arrivées de Berlin, signalent une animation extraordinaire dans tous les chantiers de marine de l'Allemagne. — Des travaux commencés depuis un an doivent être terminés avec la plus grande rapidité.

New-York, 2 septembre, soir.

La dette publique a été diminuée de 40,750,000 dollars pendant le mois d'août. L'encaisse métallique du Trésor est de 74 millions de dollars, et la réserve de papier-monnaie est de 44 millions.

Chronique militaire.

On s'occupe activement, au ministère de la guerre, de la réorganisation de la gendarmerie départementale.

150 brigades nouvelles seraient créées.

Le corps de la gendarmerie se compose aujourd'hui, outre les gardes de Paris et les deux régiments de Versailles, formés en bataillons et en escadrons, de vingt-six légions départementales, d'une légion spéciale à l'Algérie, de quatre compagnies coloniales et de quatre détachements pour la Nouvelle-Calédonie, Taïti, Saint-Pierre et Miquelon, et pour le Sénégal.

L'effectif est d'environ 30,000 hommes, dont 18,000 à cheval et 12,000 à pied, répartis dans 1,600 brigades à cheval et 700 à pied, en dehors des bataillons et escadrons de Versailles et de Paris.

Les 150 nouvelles brigades qu'on forme en ce moment augmentent l'effectif du corps d'un millier d'hommes, qui seront répartis dans les départements.

On s'occupe, en ce moment, dans tous nos régiments de cavalerie, de la création d'une fanfare, semblable à celles des bataillons de chasseurs à pied.

Les régiments d'artillerie en seront également pourvus.

Cette nouvelle fanfare sera composée de trente exécutants et doit se trouver prête au moment des grandes manœuvres qui auront lieu dans le courant de ce mois.

Les trompettes en pied seront choisies pour en faire partie, ainsi que les anciens musiciens qui sont restés dans le rang lors de la suppression de la musique.

Le colonel du génie de la Marinière, qui avait été envoyé en Russie par le ministère de la guerre avec une mission particulière, est de retour de son voyage.

M. de la Marinière avait été chargé d'étudier les fortifications cuirassées du port de Cronstadt, et notamment le fort tournant Constantin, dont le système sera probablement appliqué aux fortifications de Paris.

L'empereur avait eu la gracieuseté d'au-

toriser cet officier français à visiter ces travaux d'art militaire.

Les terrains non bâtis qui se trouvent situés derrière l'hôtel des Invalides vont être achetés, nous affirme-t-on, par l'administration de la guerre, et disposés en un vaste champ de manœuvre. Ils seraient particulièrement affectés aux exercices du corps du génie de l'armée de Paris.

Il est de plus en plus question au ministère de la guerre de créer à Satory une école normale de tir, dans le genre de celle que nous avons à Châlons, et qui était dirigée par M. le chef de bataillon Capdevielle, auteur de plusieurs ouvrages fort remarquables sur les différents tirs.

La commission chargée de ce travail vient de conclure à la prise en considération du projet du général Douay.

LA QUESTION STOFFEL.

Voici, d'après la *Liberté*, le dernier mot sur l'affaire du colonel Stoffel, laquelle est la grosse affaire du jour :

« Le général de Cissey — et non le général Ladmirault, qui n'a rien à voir dans cette affaire — aurait fait venir M. Stoffel et lui aurait demandé de lui remettre sa démission, pour avoir, il y a plus d'un an, publié sans autorisation un livre contenant certaines appréciations peu flatteuses pour les hommes du 4 septembre et même pour M. le Président de la République.

« M. le colonel Stoffel se serait défendu en tirant de sa poche une autorisation en règle, signée du général Le Flô, autorisation qui lui avait été donnée dans l'espoir que son livre, au lieu d'être une critique très-énergique des actes du gouvernement de la défense et des opérations du second siège de Paris, se bornerait à des accusations contre le précédent régime. Ajoutons que M. le colonel Stoffel a refusé de donner sa démission, et que les choses en sont restées là. »

Le bruit court depuis hier que, dans le cas où l'on maintiendrait les dispositions prises contre M. le colonel Stoffel, il aurait l'intention de quitter la France et de se retirer aux Etats-Unis.

Nous n'ajoutons pas un grand crédit à ce dire, par cette simple raison : un homme de la valeur et de la notoriété du colonel Stoffel ne quitte sa patrie que lorsque l'opinion publique le répudie.

LE MAIRE DU 20^e ARRONDISSEMENT.

Les écoles congréganistes ne sont pas discréditées partout, tant s'en faut : même à Paris, il se trouve des maires qui ne craignent pas de publier hautement les droits de ces établissements à la reconnaissance publique.

On lira avec intérêt l'excellent discours prononcé, mercredi, à la distribution de la rue Puebla, par M. Caroz, maire du 20^e arrondissement :

« ... Eh bien ! on en pensera ce qu'on voudra, mais je veux vous dire aujourd'hui, mes chers enfants, que je suis content, enchanté de vous.

« Vous avez réalisé mes espérances ; vous avez obtenu une large part de succès à l'examen des certificats d'études (8 garçons sur 12 candidats, et 9 filles sur 11 présentées), résultat qui me comble de joie, et qui justifie amplement, d'ailleurs, l'affection qu'inséparablement, pour ainsi dire, j'ai vouée à ces écoles.

« Mon Dieu ! pourquoi ne le dirais-je pas ? Je me suis attaché plus particulièrement à ces écoles parce qu'elles m'ont paru plus menacées que d'autres. Oui, mon esprit est ainsi fait, et je m'en confesse : Je suis généralement du parti de ceux qu'on attaque le plus violemment et le plus injustement.

« Eh bien ! nul de vous, Messieurs, ne l'ignore, on a tant répété et sur tous les tons que l'enseignement congréganiste était une chose essentiellement mauvaise, essentiellement anti-patriotique, que moi, qui me pique avant tout d'aimer mon pays, et dont le premier et le principal devoir, comme magistrat, est de me renseigner exactement sur tout ce qui a trait au bien-être de mon pays, et à l'instruction du quartier qui

est confié à mes soins, j'ai voulu savoir au juste à quoi m'en tenir sur toutes ces accusations.

« Je suis venu et souvent venu ; j'ai vu, j'ai interrogé, je me suis renseigné de toutes les façons, et ma conviction s'est faite, conviction raisonnée, réfléchie et que je crois définitive.

« A mon grand étonnement, j'ai trouvé dans toutes ces jeunes intelligences les idées les plus saines, les plus judicieuses, les plus patriotiques. J'ai cru m'être trompé et j'ai recommencé l'épreuve, tant il me paraissait impossible de voir blanc quand les autres disaient voir noir.

« Force m'a bien été de me rendre à l'évidence.

« Oui, j'ai vu que les Frères ne faisaient pas plus de mauvais élèves que leurs collègues laïques. J'ai trouvé sous les cornettes blanches de ces pauvres Sœurs des cœurs de mères et de Françaises. Et, ma foi ! par une réaction bien naturelle, pour qui connaît le cœur humain, je me suis surpris à aimer d'abord et à défendre ensuite les unes et les autres.

« Puisque je suis en train de faire des aveux, laissez-m'en faire un autre encore.

« Je vous l'ai dit, Messieurs, je suis Français avant tout. Je veux la résurrection de mon pays. Je veux que la génération qui nous suit refasse la France, que nos mains malhabiles ont laissées déchoir. C'est là ma plus constante, je devrais dire mon exclusive préoccupation, à moi qui ne suis pas, qui ne veux pas être un homme politique.

« Ceci posé, comme mon objectif unique, je crois que le meilleur moyen pour refaire une France grande et forte, c'est d'inspirer à nos enfants ces idées de religion, de discipline et d'abnégation qui nous ont si complètement fait défaut depuis vingt ou trente ans.

« Sans discipline, rien n'est possible. Hélas ! vous avez vu, ici à Paris, et nos provinces elles aussi ont vu, ce que deviennent les armées quand elles ne sont pas soudées par ce lien absolument nécessaire qu'on appelle la discipline.

« Mais la discipline, toute-puissante qu'elle soit, ne suffit pas pour sauver les nations ; il faut encore l'abnégation, l'esprit de sacrifice au pays, le dévouement, en un mot. Or, comment comprendre l'idée de dévouement sans l'idée de Dieu ?

« Si vous habituez l'homme à tenir les yeux constamment baissés vers la terre, si vous ne dirigez jamais ses regards vers le Ciel, où voulez-vous qu'il puise la moindre idée d'immolation ? ...

« Permettez-moi de vous le dire, il serait bien inepte l'athée qui consentirait à se sacrifier pour ses frères ou pour son pays ? A quoi bon ? ...

« Si tout finit avec l'homme : *Nunc est bibendum*, comme dit le poète ; c'est le moment de jouir, c'est le moment de nous créer une petite vie bien douce, bien égoïste, bien sensuelle, et, ma foi ! ... après nous le déluge. — Je vous défie de composer une armée d'athées, — une armée brave, s'entend.

« Voilà pourquoi, moi qui veux une armée brave, disciplinée, prête à tout pour le pays, j'ai applaudi des deux mains à l'enseignement religieux dans nos écoles, et pourquoi je soutiens et soutiendrai de toutes mes forces ces pauvres Frères, qui ont montré sur les champs de bataille qu'ils n'étaient pas seulement de bons instituteurs, mais encore de braves et héroïques citoyens ; ces femmes modestes, infatigables, dévouées, qui ont quitté leurs familles pour se donner exclusivement — et sans aucun espoir de récompenses terrestres — au soulagement des malheureux et à l'éducation des enfants pauvres.

« Courage donc, mes Frères ! courage, mes chères Sœurs ! Continuez de bien faire, et laissez dire ...

« Il y a encore de braves cœurs, des intelligences droites et judicieuses dans notre beau et cher pays ; comptez qu'ils ne vous feront pas défaut.

« Préparez-vous pour l'année prochaine de nouveaux et plus grands succès, et, soyez tranquilles, ceux que Dieu garde sont bien gardés. »

Chronique Locale et de l'Ouest.

Mardi soir, le feu s'est déclaré au Porto, commune des Rosiers, dans un pailler ap-

partenant à M. Cormier, cultivateur. Grâce à la promptitude des secours apportés par les voisins, tout n'a pas été détruit.

La perte s'élève cependant à 175 fr., couverte par une assurance à la compagnie du *Soleil*.

On croit que cet incendie a été allumé par de jeunes enfants de 3 à 4 ans qui ont joué avec des allumettes chimiques.

MONTREVAULT. — Jeudi matin, deux enfants, de 6 à 8 ans, virent passer sur la grande route un attelage trainant deux grosses charrettes, l'une attachée solidement à l'autre. Le conducteur était près de ses chevaux. Les enfants eurent la malheureuse pensée de courir après ces charrettes et de monter sur les brancards de la seconde.

Tout-à-coup un chaos attira l'attention du conducteur qui vit l'un des enfants encore sur le brancard, et l'autre à terre en arrière de la roue qui lui avait écrasé la poitrine. La mort a été instantanée.

Quelques membres du conseil général de l'Orne ont pris, après la clôture de la session, l'initiative d'une adresse à M. le Président de la République ; ils n'ont pu réunir que sept signatures.

ÉCOLES CHRÉTIENNES ET GRATUITES DES FRÈRES.

L'Œuvre des Ecoles chrétiennes de Saurmur a fondé dans notre ville un second établissement d'enseignement primaire gratuit, dirigé par les Frères de la doctrine chrétienne.

Ce dernier est établi quartier des Ponts, rue du Roi-René. Il ouvrira ses classes, pour se conformer à la loi, le 27 septembre 1872.

L'établissement de la ville, montée du Fort, s'ouvrira le lundi 9 courant.

Ces écoles n'étant plus communales, les parents des communes environnantes ne sont pas tenus de payer la rétribution scolaire.

Dernières Nouvelles.

Versailles, 4 septembre.

Les télégrammes des départements constatent que tous les banquets projetés à l'occasion du 4 septembre ont été contremandés. Quelques précautions militaires ont été prises, mais il y a tout lieu de croire que la journée se passera partout avec un calme parfait.

On dément le bruit que des troubles aient eu lieu à Perpignan.

L'agitation qu'ont voulu provoquer à Lyon les citoyens grôlards est aujourd'hui complètement calmée. Les Frères ont ouvert l'école de la place Belfort, à la Croix-Rousse, sans nouveaux incidents. Une seule institutrice communale, M^{lle} Bonneville, refuse de livrer les clefs de son école des Brotteaux. Elle décline les ordres préfectoraux et déclare ne vouloir se rendre qu'à un ordre de la mairie.

M. Barodet, maire de Lyon, a été reçu hier par le ministre de l'intérieur. L'entretien n'a eu trait qu'à des affaires purement municipales. Il est reparti pour Lyon.

On télégraphie de Bruxelles, 4 septembre :

L'Indépendance donne sur le programme de l'entrevue de Berlin les renseignements supplémentaires ci-après :

Samedi, réception diplomatique chez l'empereur d'Autriche. Dimanche, service religieux, réception chez le prince impérial. Lundi et mardi, grandes manœuvres à Spandau. Mardi, chasses dans le Wildpark.

Jeudi, départ de l'empereur Guillaume pour Marienburg.

On télégraphie de La Haye, 3 septembre :

Congrès de l'Internationale. — La discussion d'aujourd'hui a donné lieu à des scènes animées qui ont amené le brusque départ des délégués espagnols.

La question principale est de savoir si la direction supérieure doit être fédérale ou centrale. De cette question dépendent les votes pour ou contre la vérification des pou-

